

## **Pourquoi vouloir rajouter des contraintes et de la bureaucratie dans les petites entreprises ?**

**« Il est regrettable que le gouvernement persiste à vouloir mettre en œuvre un projet de loi qui ne présente ni nécessité ni urgence, alors que ni les dirigeants de TPE, ni leurs salariés, ne souhaitent la mise en place de nouvelles instances de dialogue social. Le projet de loi souhaite instaurer un scrutin et une représentation inutiles et complexes qui ne faisaient pas partie des engagements pris par les partenaires sociaux dans la Position commune du 9 avril 2008 » a déclaré Benoît Roger-Vasselín, Président de la commission Relations du travail et politiques de l'emploi du Medef.**

Le Medef a toujours été opposé à tout projet de loi qui voudrait instaurer un dispositif de représentation du personnel dans les entreprises de moins de 11 salariés et organiser la mesure de l'audience des organisations syndicales là où elles ne sont pas.

En effet, pour **Stéphan Brousse, Président du comité TPE/PME du Medef**, *« il n'existe pas de problème de dialogue social entre salariés et employeurs dans les très petites entreprises. Le dialogue y est quotidien, direct et fonctionne très bien ainsi. Pourquoi vouloir rajouter des contraintes et de la bureaucratie dans les petites entreprises qui se battent au quotidien pour survivre ? »*

Par ailleurs, le Medef exprime les plus vives réserves sur la réforme des Prud'hommes que préfigure la prolongation de deux ans du mandat des conseillers.

[PDF](#) [Imprimer](#) [Partager](#)

